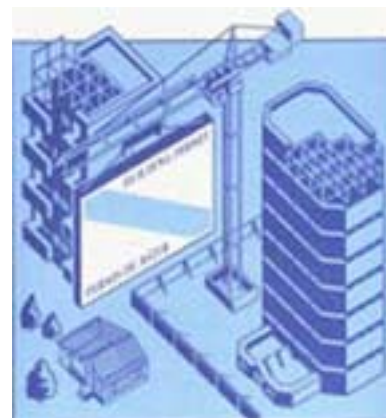




Nº 64-001-XIF au catalogue

Permis de bâtir

Mars 2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4646).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web à www.statcan.ca.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des services de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des services de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel infostats@statcan.ca

Site Web www.statcan.ca

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de services sont aussi publiées sur www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada

Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Mars 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mai 2006

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 50, n° 3

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 64-001-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- D. McDowell, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- M. Labonté, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- É. Saint-Pierre, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- D. Legault, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2006 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement
9 D-2, Édifice Jean Talon
Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario
K1A 0T6
ou en téléphonant au : (613) 951-4646

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse – Mars 2006	6
La demande de nouveaux logements unifamiliaux ralentit légèrement	6
Les projets de construction institutionnelle stimulent le secteur non résidentiel	7
Produits connexes	12
Tableaux statistiques	
1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	15
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel	16
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2006	17
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006	19
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006	22
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2006	24
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - mars 2006	25
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006	26
11 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2006	28
12 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - mars 2006	29
13 Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, mars 2006	30
Qualité des données, concepts et méthodologie	
Description - Enquête mensuelle sur les permis de bâtir	31
Sources de données et méthodologie	32
Concepts et variables observées	34
Catégories de bâtiments	35
Exactitude des données	37
Comparabilité des données et sources connexes	38

Table des matières – suite

Appendice

I. Abréviations géographiques	39
-------------------------------	----

Graphiques

1. Valeur totale des permis de bâtir	8
2. Valeur résidentielle des permis de bâtir - Total	9
3. Nombre d'unités de logement - Unifamilial et multiple	9
4. Valeur non-résidentielle des permis de bâtir - Total	10
5. Valeur commerciale des permis de bâtir	10
6. Valeur industrielle des permis de bâtir	11
7. Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir	11

Faits saillants

- La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a crû de 5,3 % en mars et a atteint le deuxième niveau en importance de son histoire. Les constructeurs ont pris pour 5,5 milliards de dollars de permis. Les intentions de construction sont demeurées élevées dans le secteur de l'habitation, mais cet excellent résultat provenait surtout des investissements planifiés dans la construction d'immeubles non résidentiels.

Analyse – Mars 2006

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a crû de 5,3 % en mars et a atteint le deuxième niveau en importance de son histoire. Les constructeurs ont pris pour 5,5 milliards de dollars de permis. Les intentions de construction sont demeurées élevées dans le secteur de l'habitation, mais cet excellent résultat provenait surtout des investissements planifiés dans la construction d'immeubles non résidentiels.

Ces résultats sont de bon augure pour les travailleurs des secteurs de la construction résidentielle et non résidentielle, puisque la valeur des permis est un indicateur avancé de l'activité de construction.

Après avoir connu une forte croissance de 15,3 % en février, la valeur des permis de construction non résidentielle a fait un autre bond de 15,1 % en mars pour atteindre 2,1 milliards de dollars. Ce niveau est supérieur de 16,1 % au niveau mensuel moyen maintenu en 2005, une année exceptionnelle pour le secteur non résidentiel. Les résultats favorables en mars s'expliquent principalement par les projets de construction d'hôpitaux.

Dans le secteur de l'habitation, la valeur des permis est demeurée inchangée par rapport à février, s'étant fixée à 3,4 milliards de dollars. Une faible baisse dans la composante unifamiliale a été effacée par une augmentation des permis de construction de logements multifamiliaux. Le secteur de l'habitation est demeuré très dynamique, la tendance de la valeur des permis de construction résidentielle ayant été à la hausse depuis le début de 2005, grâce à la forte vigueur du marché dans l'Ouest canadien.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa–Gatineau (partie Québec) et Ottawa–Gatineau (partie Ontario).

À l'échelle régionale, 21 des 28 régions métropolitaines de recensement ont affiché de meilleurs résultats au premier trimestre de 2006 qu'au premier trimestre de 2005. Les plus fortes progressions (en dollars) ont été enregistrées dans les régions métropolitaines de Calgary, d'Edmonton et de Vancouver, grâce à l'effervescence du secteur de l'habitation. De plus, à l'exception de St. John's, toutes les régions métropolitaines à l'est de Toronto ont enregistré un meilleur début d'année qu'en 2005. C'est Toronto, en raison de diminutions dans les composantes résidentielle et non résidentielle, qui a enregistré la plus forte baisse.

La demande de nouveaux logements unifamiliaux ralentit légèrement

La valeur des permis pour les logements unifamiliaux a légèrement fléchi de 0,6 % pour s'établir à 2,2 milliards de dollars en mars, soit une deuxième baisse mensuelle consécutive. Malgré ces diminutions, le niveau de mars est demeuré supérieur de 6,3 % à la moyenne mensuelle de 2005.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a atteint 1,2 milliard de dollars, en hausse de 1,1 % par rapport à février, ce qui représente une troisième progression mensuelle au cours des quatre derniers mois.

En ce qui concerne le nombre de logements, les administrations municipales ont approuvé la construction de 10 155 nouveaux logements unifamiliaux en mars, en baisse de 1,7 % comparativement à février. Le nombre de nouveaux logements unifamiliaux dont on a approuvé la construction a été en baisse depuis trois mois.

Le nombre de logements multifamiliaux dont la construction a été autorisée en mars a augmenté de 1,7 % par rapport à février pour s'élever à 9 590. Les récentes hausses ont mis fin à la tendance à la baisse de la demande de logements multifamiliaux qui avait été observée au cours de la dernière partie de 2005.

On a approuvé la construction de 59 100 nouveaux logements durant les trois premiers mois de 2006. Il s'agit du meilleur premier trimestre depuis 1990, alors que la construction de 61 600 nouveaux logements avaient été autorisée.

Le secteur de l'habitation a continué de subir l'effet positif de l'économie très dynamique de l'Ouest canadien. Les autres facteurs favorables ont été les taux hypothécaires avantageux, la vigueur continue de l'emploi à temps plein et du revenu personnel disponible, ainsi que le niveau élevé d'immigration.

À l'échelon provincial, la plus forte croissance des permis de construction résidentielle en mars a été observée en Colombie-Britannique (+30,7 % pour atteindre 729 millions de dollars), en raison d'un bond de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. Les hausses marquées de la demande de logements unifamiliaux et multifamiliaux ont permis à la Nouvelle-Écosse d'atteindre un nouveau sommet (98 millions de dollars). Ces progressions ont été effacées par des baisses en Ontario, au Québec et en Alberta. En Alberta, le niveau affiché en mars a été le plus haut niveau atteint à la suite du sommet observé en février.

Les projets de construction institutionnelle stimulent le secteur non résidentiel

La valeur des projets de construction dans le secteur non résidentiel s'est élevée à 2,1 milliards de dollars en mars, en hausse de 15,1 % par rapport à février. Il s'agit de la quatrième valeur mensuelle en importance. La forte croissance de la valeur des permis de construction institutionnelle a été le principal facteur à l'origine de cette augmentation. La tendance dans le secteur non résidentiel a été à la hausse depuis novembre 2005.

La valeur des permis dans le secteur institutionnel a fait un bond spectaculaire de 52,6 % pour s'élever à 773 millions de dollars, ce qui constitue une deuxième augmentation mensuelle consécutive. Le résultat de mars est le deuxième en importance. Cette progression s'explique principalement par des projets dans la catégorie des hôpitaux. La demande croissante de services de soins de santé peut expliquer les fortes intentions de construction d'hôpitaux. À l'échelon provincial, ce sont l'Alberta et l'Ontario qui ont réalisé les augmentations les plus prononcées dans cette composante. À l'opposé, après avoir connu un mois de février très fructueux, Québec a enregistré la plus forte diminution (en dollars).

Dans le secteur commercial, grâce à une hausse des intentions dans la catégorie du commerce et des services et les stations-service, la valeur des permis a crû de 3,0 % pour s'élever à 1,1 milliard de dollars, ce qui représente une troisième augmentation mensuelle au cours des quatre derniers mois. Les provinces ayant contribué le plus à cette hausse mensuelle (en dollars) ont été l'Ontario (+9,8 % pour une valeur totale de 429 millions de dollars) et le Québec (+17,3 % pour une valeur totale de 180 millions de dollars). À l'opposé, la Saskatchewan a affiché la plus forte baisse (-44,1 % pour une valeur totale de 20 millions de dollars).

Après avoir connu une forte croissance de 38,0 % en février, les intentions de construction industrielle ont fléchi de 6,7 % pour s'établir à 258 millions de dollars. La catégorie des services publics a enregistré la plus forte diminution, suivie des usines de fabrication. Parmi les provinces, c'est l'Alberta qui a connu la plus forte baisse dans cette composante, fléchissant de 32,0 % pour s'établir à 40 millions de dollars.

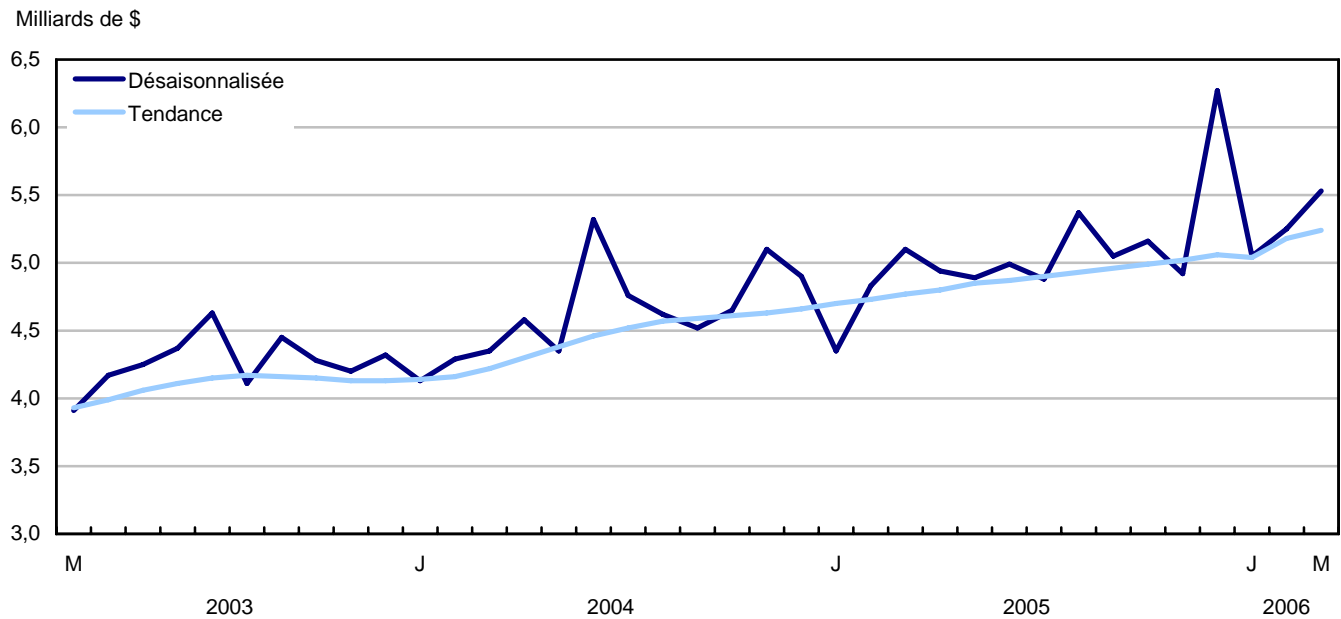
Les provinces ayant contribué le plus à la progression mensuelle (en dollars) dans le secteur non résidentiel ont été l'Ontario (+29,8 % pour une valeur totale de 883 millions de dollars) et l'Alberta (+42,8 % pour une valeur totale de 480 millions de dollars). L'Alberta a atteint un nouveau sommet en mars. Le Québec a affiché la plus forte baisse, reculant de 21,0 % pour se fixer à 299 millions de dollars.

La valeur des permis de construction non résidentielle a crû dans 14 des 28 régions métropolitaines de recensement. L'augmentation la plus prononcée (en dollars) a été enregistrée à Ottawa, où chacune des trois composantes a progressé. Par contraste, Montréal a enregistré la plus forte baisse, surtout en raison d'une diminution de la valeur des permis de construction institutionnelle.

Les récents résultats dans le secteur non résidentiel pourraient s'expliquer par le niveau élevé des ventes au détail, la forte utilisation de la capacité industrielle, les bénéfices d'exploitation record réalisés par les sociétés canadiennes, les faibles taux d'inoccupation des immeubles à vocation commerciale et les taux d'intérêt favorables.

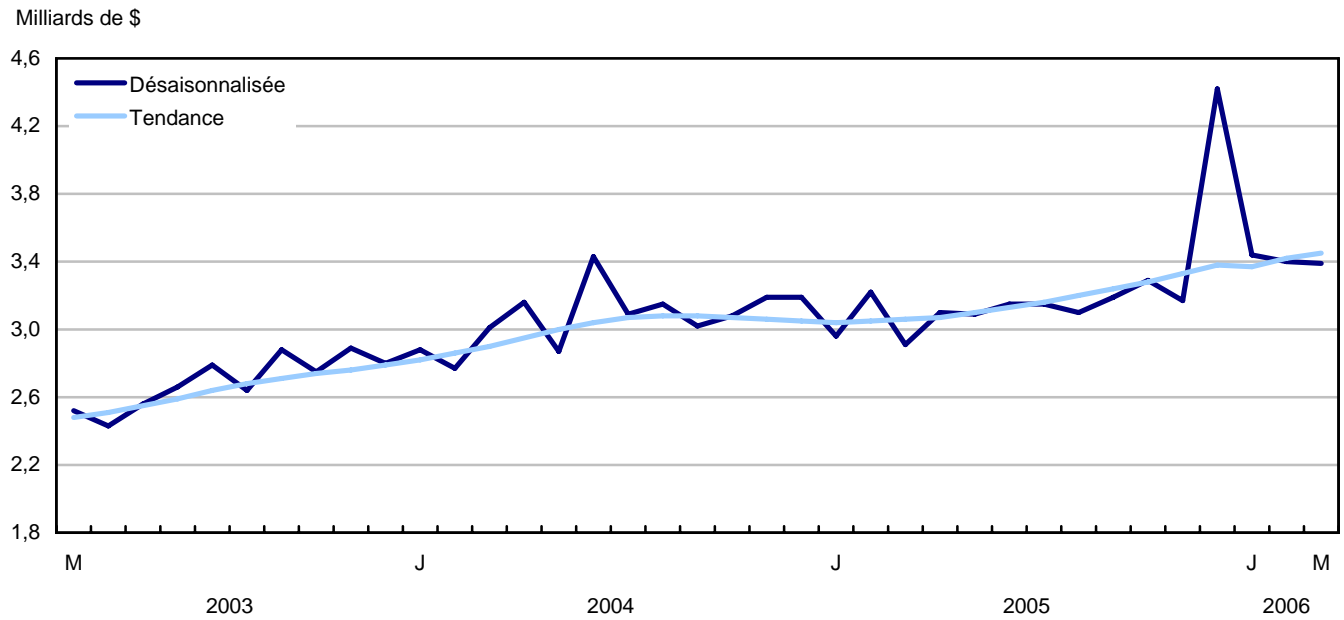
Graphique 1

Valeur totale des permis de bâtir



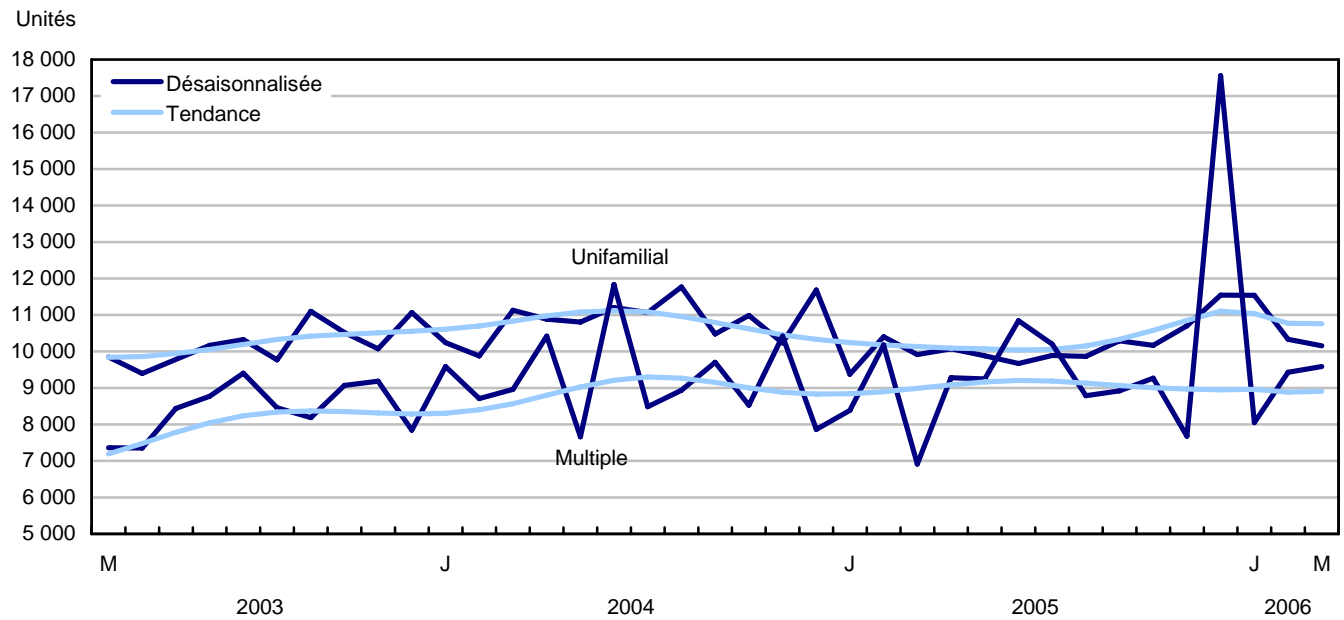
Graphique 2

Valeur résidentielle des permis de bâtir - Total



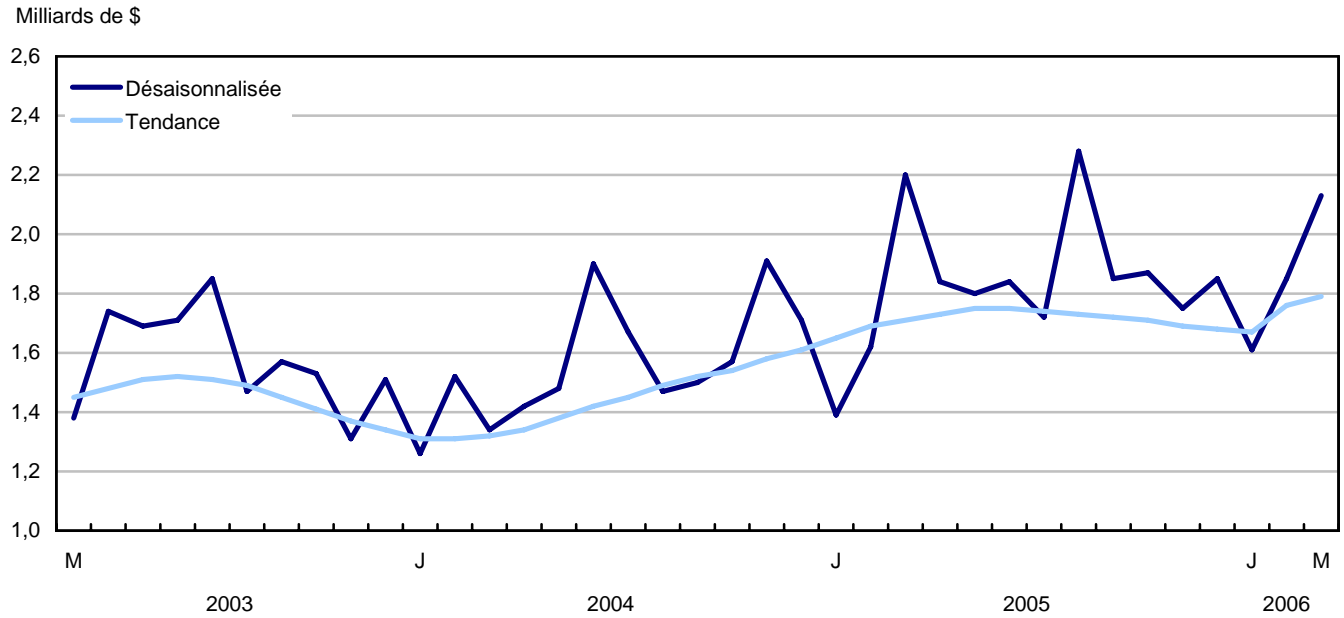
Graphique 3

Nombre d'unités de logement - Unifamilial et multiple



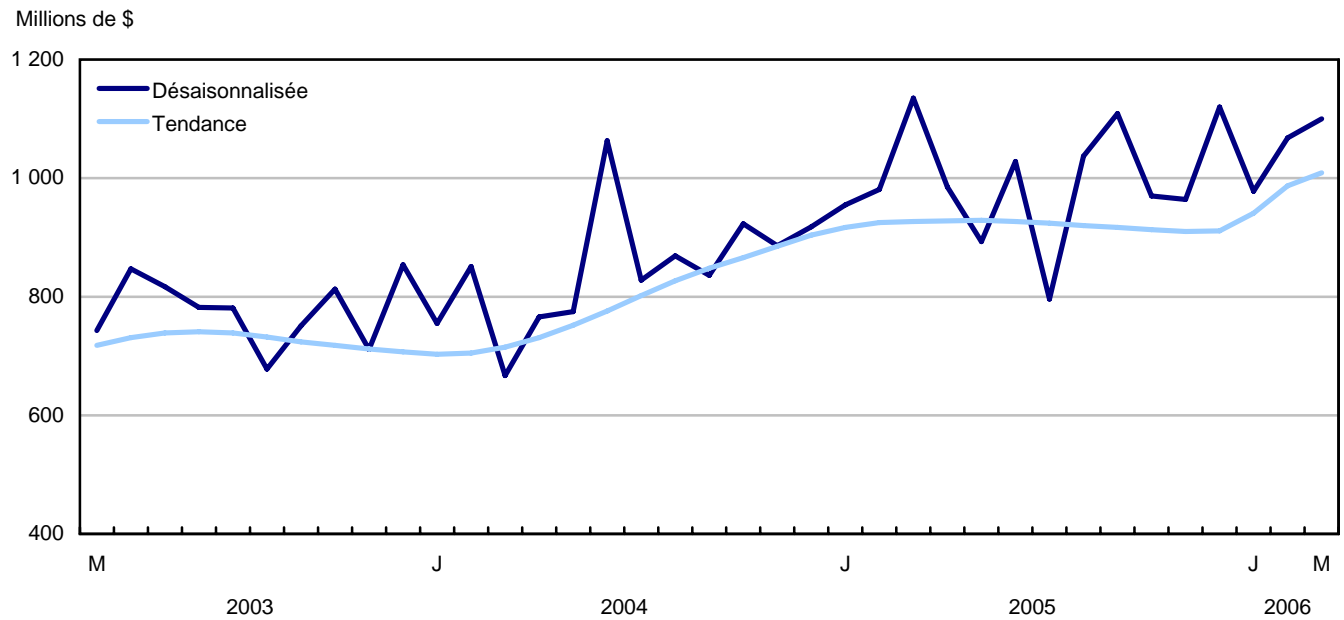
Graphique 4

Valeur non-résidentielle des permis de bâtir - Total



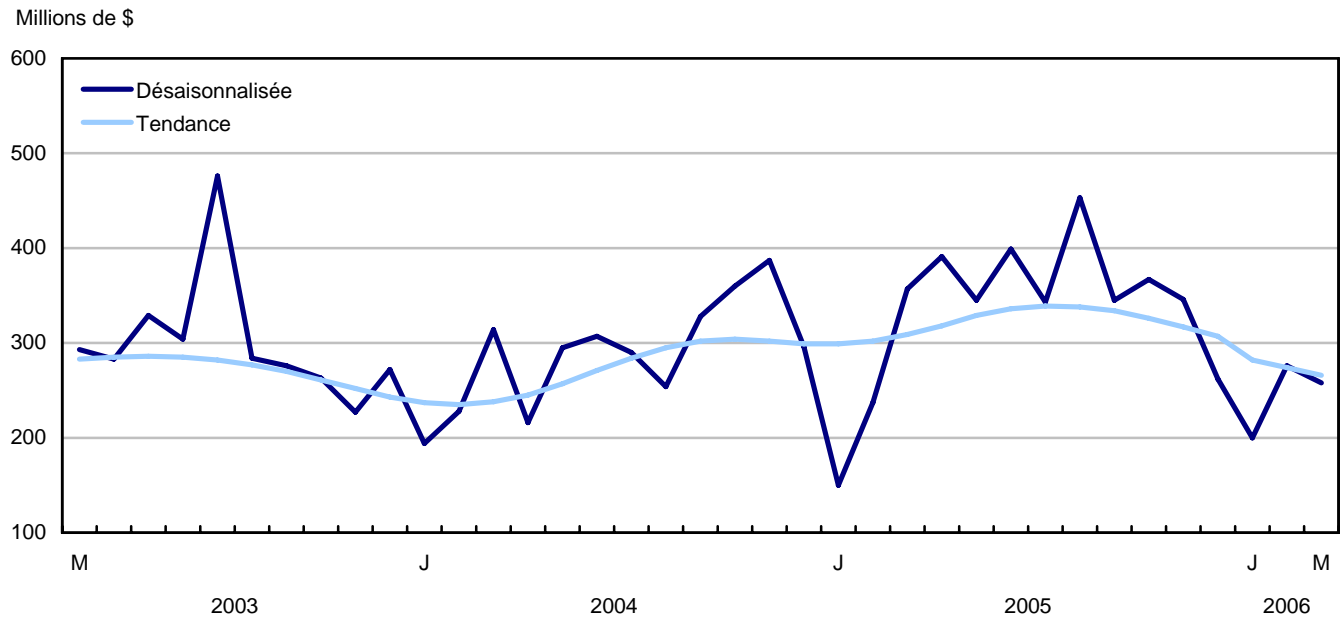
Graphique 5

Valeur commerciale des permis de bâtir



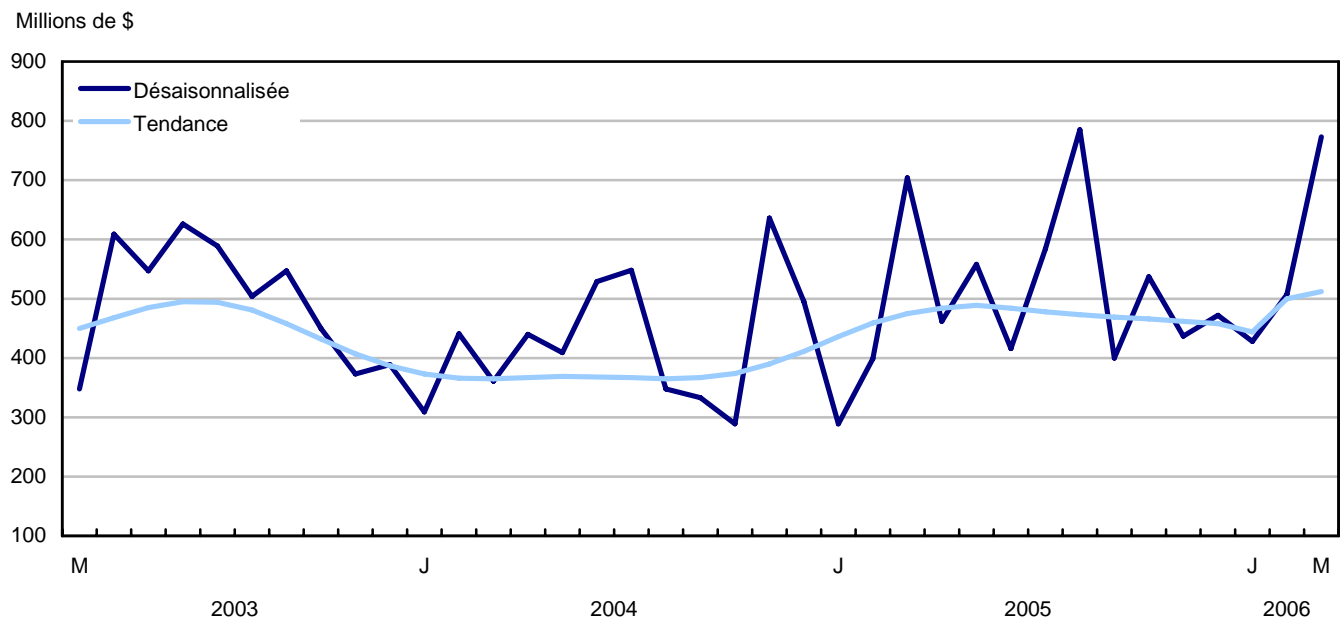
Graphique 6

Valeur industrielle des permis de bâtir



Graphique 7

Valeur institutionnelle et gouvernementale des permis de bâtir



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X	Investissements privés et publics au Canada, perspectives
62-202-X	Les habitudes de dépenses au Canada
64-203-X	Permis de bâtir, sommaire annuel

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002	Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction
-----------------	---

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement
026-0002	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région
026-0003	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité
026-0004	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région
026-0005	Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure
026-0006	Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées
026-0007	Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité
026-0008	Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées
026-0010	Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus
026-0015	Permis de bâtir, indicateur avancé et indices valeur totale, désaisonnalisées

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802 Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, par province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, par région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	5 525 285	5 247 316	5,3	3,9	-19,5	27,5	-4,7	2,3
Terre-Neuve-et-Labrador	28 326	50 462	-43,9	25,7	22,1	0,3	-16,3	-19,5
Île-du-Prince-Édouard	23 471	11 258	108,5	-14,7	-23,3	-18,8	40,4	-23,4
Nouvelle-Écosse	128 423	97 139	32,2	1,8	-2,4	1,2	-21,1	1,8
Nouveau-Brunswick	63 552	63 782	-0,4	-33,8	69,4	-5,2	-26,1	-15,9
Québec	905 584	1 064 098	-14,9	21,5	-2,9	3,5	-12,3	-4,6
Ontario	1 941 677	1 829 343	6,1	-11,0	-28,3	57,8	-4,7	0,8
Manitoba	103 012	125 066	-17,6	9,2	22,7	-26,2	60,7	-17,9
Saskatchewan	78 796	74 411	5,9	-11,7	-13,8	0,4	24,5	4,2
Alberta	1 191 831	1 079 793	10,4	19,4	-13,9	12,4	-2,4	21,9
Colombie-Britannique	1 023 849	850 813	20,3	11,4	-27,3	24,4	-4,6	3,1
Territoire du Yukon	25 537	951	2 585,3	-76,1	-44,4	-56,6	526,1	-77,7
Territoires du Nord-Ouest	2 078	200	939,0	-60,2	127,6	-87,8	-32,6	-23,0
Nunavut	9 149	0	...	...	-100,0	65,7	-86,1	42,8

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 130 330	1 850 641	15,1	15,3	-13,4	6,1	-6,7	1,1
Terre-Neuve-et-Labrador	4 825	16 929	-71,5	138,5	-5,4	11,5	-38,2	-24,0
Île-du-Prince-Édouard	7 350	622	1 081,7	-86,1	68,7	-49,7	-16,6	-34,7
Nouvelle-Écosse	30 816	24 593	25,3	29,1	-33,4	24,7	-62,1	17,4
Nouveau-Brunswick	12 748	24 703	-48,4	-53,6	247,0	-33,1	-44,9	-16,2
Québec	298 501	377 731	-21,0	10,5	13,9	8,4	-5,2	1,9
Ontario	883 499	680 812	29,8	11,5	-18,3	6,8	-5,4	-7,2
Manitoba	44 321	54 939	-19,3	47,2	14,6	-3,3	33,7	-16,3
Saskatchewan	42 579	40 503	5,1	-4,1	-30,7	24,1	16,5	-13,7
Alberta	479 776	336 019	42,8	34,1	-36,1	3,9	-12,5	34,9
Colombie-Britannique	295 317	293 521	0,6	23,1	-10,0	11,5	6,8	-8,2
Territoire du Yukon	22 747	69	32 866,7	-63,1	-93,1	-80,2	2 134,2	-77,0
Territoires du Nord-Ouest	212	200	6,0	-51,3	98,6	-88,2	81,6	-21,1
Nunavut	7 639	0	...	...	...	...	-100,0	113,5

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2006		Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 394 955	3 396 675	-0,1	-1,3	-22,1	39,3	-3,6	3,0
Terre-Neuve-et-Labrador	23 501	33 533	-29,9	1,5	30,2	-2,5	-7,9	-17,6
Île-du-Prince-Édouard	16 121	10 636	51,6	22,0	-40,1	-8,5	81,7	-12,4
Nouvelle-Écosse	97 607	72 546	34,5	-5,0	10,5	-6,1	19,1	-9,9
Nouveau-Brunswick	50 804	39 079	30,0	-9,4	3,8	12,2	-6,1	-15,6
Québec	607 083	686 367	-11,6	28,5	-11,3	1,2	-15,2	-7,1
Ontario	1 058 178	1 148 531	-7,9	-20,5	-31,8	89,9	-4,2	6,6
Manitoba	58 691	70 127	-16,3	-9,2	27,0	-34,5	73,4	-18,7
Saskatchewan	36 217	33 908	6,8	-19,4	14,1	-23,7	33,8	37,4
Alberta	712 055	743 774	-4,3	13,8	-0,6	18,1	5,8	12,9
Colombie-Britannique	728 532	557 292	30,7	6,1	-33,1	29,5	-8,4	7,6
Territoire du Yukon	2 790	882	216,3	-76,7	-15,0	55,5	41,9	-77,8
Territoires du Nord-Ouest	1 866	0	...	-100,0	557,1	-74,1	-96,9	-24,0
Nunavut	1 510	0	...	...	-100,0	65,7	-83,1	33,2

Tableau 4

Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2006		Mars à février	Février à janvier	Janvier à décembre	Décembre à novembre	Novembre à octobre	Octobre à septembre
	Mars ^p	Février ^r						
	unités		variation en pourcentage					
Canada	236 928	237 156	-0,1	0,9	-32,7	58,3	-5,4	1,2
Terre-Neuve-et-Labrador	1 776	2 340	-24,1	-20,1	63,8	-8,6	-7,4	-9,7
Île-du-Prince-Édouard	1 104	1 008	9,5	10,5	-53,9	-1,2	142,0	0,0
Nouvelle-Écosse	8 076	5 508	46,6	6,0	3,3	-14,7	10,8	-13,3
Nouveau-Brunswick	5 028	3 372	49,1	4,5	-32,1	39,9	-17,5	-23,1
Québec	44 784	53 400	-16,1	18,6	-4,4	3,1	-22,6	3,4
Ontario	68 796	70 992	-3,1	-18,8	-50,4	162,8	-9,0	-1,3
Manitoba	4 644	5 328	-12,8	-28,8	65,5	-53,5	144,7	-28,0
Saskatchewan	3 024	2 856	5,9	-6,7	38,6	-41,2	16,8	24,7
Alberta	52 428	58 980	-11,1	19,9	-9,8	16,5	14,1	12,5
Colombie-Britannique	46 668	33 372	39,8	10,6	-40,4	49,2	-14,2	2,5
Territoire du Yukon	324	0	...	-100,0	-14,3	12,9	106,7	-78,3
Territoires du Nord-Ouest	204	0	...	-100,0	...	...	-100,0	-14,3
Nunavut	72	0	...	...	-100,0	0,0	-88,9	28,6

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Février ^r	10 335	9 428	19 763	3 396 675	276 329	1 067 781	506 531	1 850 641	5 247 316
Mars ^p	10 156	9 588	19 744	3 394 955	257 883	1 099 695	772 752	2 130 330	5 525 285
Cumulatif janv. - mars 2006	32 029	27 065	59 094	10 234 384	734 486	3 145 034	1 706 864	5 586 384	15 820 768
Cumulatif janv. - mars 2005	29 693	25 474	55 167	9 079 465	744 177	3 070 929	1 391 375	5 206 481	14 285 946
Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^r	180	15	195	33 533	12	16 668	249	16 929	50 462
Mars ^p	104	44	148	23 501	0	4 660	165	4 825	28 326
Cumulatif janv. - mars 2006	489	98	587	90 073	15	27 887	951	28 853	118 926
Cumulatif janv. - mars 2005	472	82	554	80 892	32 156	20 048	7 206	59 410	140 302
Île-du-Prince-Édouard									
Février ^r	78	6	84	10 636	33	589	0	622	11 258
Mars ^p	87	5	92	16 121	1 675	5 580	95	7 350	23 471
Cumulatif janv. - mars 2006	209	43	252	35 473	1 960	7 953	2 536	12 449	47 922
Cumulatif janv. - mars 2005	181	12	193	30 250	930	14 395	1 820	17 145	47 395
Nouvelle-Écosse									
Février ^r	301	158	459	72 546	10 151	13 661	781	24 593	97 139
Mars ^p	353	320	673	97 607	16 241	10 833	3 742	30 816	128 423
Cumulatif janv. - mars 2006	1 029	536	1 565	246 544	28 451	40 600	5 405	74 456	321 000
Cumulatif janv. - mars 2005	765	196	961	155 770	3 519	51 085	5 338	59 942	215 712
Nouveau-Brunswick									
Février ^r	261	20	281	39 079	787	10 114	13 802	24 703	63 782
Mars ^p	268	151	419	50 804	1 216	9 139	2 393	12 748	63 552
Cumulatif janv. - mars 2006	783	186	969	132 999	2 913	41 217	46 550	90 680	223 679
Cumulatif janv. - mars 2005	717	81	798	106 094	5 567	24 678	9 880	40 125	146 219
Québec									
Février ^r	1 756	2 694	4 450	686 367	51 413	153 438	172 880	377 731	1 064 098
Mars ^p	1 888	1 844	3 732	607 083	43 745	180 055	74 701	298 501	905 584
Cumulatif janv. - mars 2006	5 554	6 379	11 933	1 827 689	136 808	527 689	353 565	1 018 062	2 845 751
Cumulatif janv. - mars 2005	6 065	6 542	12 607	1 839 763	109 702	483 124	146 538	739 364	2 579 127
Ontario									
Février ^r	2 939	2 977	5 916	1 148 531	123 646	390 363	166 803	680 812	1 829 343
Mars ^p	2 838	2 895	5 733	1 058 178	128 176	428 672	326 651	883 499	1 941 677
Cumulatif janv. - mars 2006	9 528	9 405	18 933	3 652 219	371 667	1 144 782	658 362	2 174 811	5 827 030
Cumulatif janv. - mars 2005	10 316	9 372	19 688	3 706 659	337 891	1 220 844	694 729	2 253 464	5 960 123
Manitoba									
Février ^r	325	119	444	70 127	1 730	39 223	13 986	54 939	125 066
Mars ^p	304	83	387	58 691	1 396	29 711	13 214	44 321	103 012
Cumulatif janv. - mars 2006	963	492	1 455	206 015	3 756	97 733	35 088	136 577	342 592
Cumulatif janv. - mars 2005	872	57	929	143 262	7 252	59 220	24 747	91 219	234 481
Saskatchewan									
Février ^r	195	43	238	33 908	1 924	35 215	3 364	40 503	74 411
Mars ^p	139	113	252	36 217	1 537	19 702	21 340	42 579	78 796
Cumulatif janv. - mars 2006	577	168	745	112 192	5 896	69 990	49 446	125 332	237 524
Cumulatif janv. - mars 2005	500	154	654	81 225	17 348	69 690	25 933	112 971	194 196
Alberta									
Février ^r	2 961	1 954	4 915	743 774	58 234	224 065	53 720	336 019	1 079 793
Mars ^p	2 825	1 544	4 369	712 055	39 619	221 441	218 716	479 776	1 191 831
Cumulatif janv. - mars 2006	8 829	4 555	13 384	2 109 306	115 215	661 975	289 210	1 066 400	3 175 706
Cumulatif janv. - mars 2005	6 397	3 907	10 304	1 395 451	164 715	565 245	278 355	1 008 315	2 403 766

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Février ^r	1 339	1 442	2 781	557 292	28 399	184 226	80 896	293 521	850 813
Mars ^p	1 306	2 583	3 889	728 532	24 269	181 861	89 187	295 317	1 023 849
Cumulatif janv. - mars 2006	3 989	5 196	9 185	1 810 950	67 626	516 794	242 879	827 299	2 638 249
Cumulatif janv. - mars 2005	3 334	5 053	8 387	1 527 412	64 891	559 925	196 064	820 880	2 348 292
Territoire du Yukon									
Février ^r	0	0	0	882	0	19	50	69	951
Mars ^p	27	0	27	2 790	0	240	22 507	22 747	25 537
Cumulatif janv. - mars 2006	56	1	57	7 456	20	288	22 695	23 003	30 459
Cumulatif janv. - mars 2005	39	0	39	8 110	196	566	637	1 399	9 509
Territoires du Nord-Ouest									
Février ^r	0	0	0	0	0	200	0	200	200
Mars ^p	17	0	17	1 866	8	163	41	212	2 078
Cumulatif janv. - mars 2006	23	0	23	1 958	158	488	177	823	2 781
Cumulatif janv. - mars 2005	35	18	53	4 574	10	1 707	128	1 845	6 419
Nunavut									
Février ^r	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	0	6	6	1 510	1	7 638	0	7 639	9 149
Cumulatif janv. - mars 2006	0	6	6	1 510	1	7 638	0	7 639	9 149
Cumulatif janv. - mars 2005	0	0	0	3	0	402	0	402	405

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Février r	32	27	59	7 824	9 144	0	0	9 144	16 968
Mars p	32	0	32	5 728	2 536	5 051	0	7 587	13 315
Cumulatif janv. - mars 2006	97	254	351	36 809	15 451	5 184	335	20 970	57 779
Cumulatif janv. - mars 2005	111	117	228	28 067	9 556	9 325	53 540	72 421	100 488
Calgary, Alberta									
Février r	1 181	781	1 962	302 711	6 541	68 526	39 758	114 825	417 536
Mars p	1 105	884	1 989	324 202	6 552	73 651	174 770	254 973	579 175
Cumulatif janv. - mars 2006	3 371	1 903	5 274	859 459	14 614	225 853	218 032	458 499	1 317 958
Cumulatif janv. - mars 2005	2 218	1 017	3 235	538 862	71 695	186 086	212 686	470 467	1 009 329
Edmonton, Alberta									
Février r	832	289	1 121	190 295	10 592	55 911	13 125	79 628	269 923
Mars p	792	451	1 243	196 144	7 026	34 124	36 369	77 519	273 663
Cumulatif janv. - mars 2006	2 418	1 331	3 749	599 006	24 770	140 903	51 766	217 439	816 445
Cumulatif janv. - mars 2005	1 981	2 085	4 066	420 422	29 498	124 579	29 784	183 861	604 283
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario									
Février r	26	0	26	4 296	8	1 260	53	1 321	5 617
Mars p	23	0	23	4 513	489	776	624	1 889	6 402
Cumulatif janv. - mars 2006	60	0	60	11 722	734	2 560	1 747	5 041	16 763
Cumulatif janv. - mars 2005	29	0	29	8 374	516	15 744	7 362	23 622	31 996
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Février r	103	140	243	37 385	8 544	10 927	775	20 246	57 631
Mars p	121	196	317	47 050	7 126	4 800	278	12 204	59 254
Cumulatif janv. - mars 2006	331	349	680	107 119	16 094	26 625	1 466	44 185	151 304
Cumulatif janv. - mars 2005	299	159	458	76 771	1 270	25 759	567	27 596	104 367
Hamilton, Ontario									
Février r	142	114	256	49 662	7 500	13 443	2 544	23 487	73 149
Mars p	122	189	311	53 295	3 134	11 167	10 243	24 544	77 839
Cumulatif janv. - mars 2006	389	420	809	153 068	14 088	46 414	38 960	99 462	252 530
Cumulatif janv. - mars 2005	459	600	1 059	184 597	2 174	39 391	22 220	63 785	248 382
Kingston, Ontario									
Février r	19	6	25	4 531	371	4 144	366	4 881	9 412
Mars p	45	13	58	7 638	779	4 328	35 294	40 401	48 039
Cumulatif janv. - mars 2006	75	35	110	15 883	1 251	12 589	35 761	49 601	65 484
Cumulatif janv. - mars 2005	71	4	75	12 459	230	11 421	4 751	16 402	28 861
Kitchener, Ontario									
Février r	162	74	236	45 099	2 917	21 081	4 631	28 629	73 728
Mars p	157	362	519	66 907	4 850	19 801	1 070	25 721	92 628
Cumulatif janv. - mars 2006	474	627	1 101	168 742	9 326	70 769	6 243	86 338	255 080
Cumulatif janv. - mars 2005	440	382	822	127 191	6 877	46 212	31 812	84 901	212 092
London, Ontario									
Février r	160	97	257	42 955	852	9 733	19 012	29 597	72 552
Mars p	158	59	217	38 005	1 153	10 883	6 921	18 957	56 962
Cumulatif janv. - mars 2006	517	609	1 126	164 218	2 132	43 792	27 975	73 899	238 117
Cumulatif janv. - mars 2005	440	361	801	117 969	12 735	42 483	23 073	78 291	196 260
Montréal, Québec									
Février r	638	1 404	2 042	342 038	26 817	67 904	117 868	212 589	554 627
Mars p	695	903	1 598	287 704	19 269	88 066	37 025	144 360	432 064
Cumulatif janv. - mars 2006	2 173	3 145	5 318	875 188	72 255	282 513	219 994	574 762	1 449 950
Cumulatif janv. - mars 2005	2 434	4 059	6 493	936 948	78 676	301 608	52 741	433 025	1 369 973

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Oshawa, Ontario									
Février r	186	340	526	77 457	1 302	3 642	16 625	21 569	99 026
Mars p	179	108	287	56 693	547	9 358	271	10 176	66 869
Cumulatif janv. - mars 2006	536	504	1 040	197 559	2 219	16 144	16 914	35 277	232 836
Cumulatif janv. - mars 2005	523	221	744	150 942	16 124	38 521	10 044	64 689	215 631
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Février r	164	160	324	54 468	428	27 767	4 107	32 302	86 770
Mars p	259	433	692	105 811	2 154	80 754	211 100	294 008	399 819
Cumulatif janv. - mars 2006	556	762	1 318	212 715	3 876	148 402	227 531	379 809	592 524
Cumulatif janv. - mars 2005	476	534	1 010	199 266	6 678	86 801	148 668	242 147	441 413
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Février r	65	59	124	19 256	0	2 900	3 739	6 639	25 895
Mars p	71	120	191	25 934	2 098	4 640	9 791	16 529	42 463
Cumulatif janv. - mars 2006	221	692	913	91 388	2 098	10 914	21 112	34 124	125 512
Cumulatif janv. - mars 2005	296	112	408	66 170	2 830	14 421	3 865	21 116	87 286
Québec, Québec									
Février r	199	310	509	67 431	4 505	31 878	27 895	64 278	131 709
Mars p	254	265	519	68 257	3 324	28 092	4 942	36 358	104 615
Cumulatif janv. - mars 2006	647	684	1 331	174 304	14 206	75 190	40 468	129 864	304 168
Cumulatif janv. - mars 2005	792	813	1 605	208 758	2 792	44 948	18 388	66 128	274 886
Regina, Saskatchewan									
Février r	63	0	63	10 856	483	10 677	2 233	13 393	24 249
Mars p	53	2	55	11 187	325	10 237	26	10 588	21 775
Cumulatif janv. - mars 2006	216	8	224	38 579	1 188	22 910	9 392	33 490	72 069
Cumulatif janv. - mars 2005	142	43	185	24 539	2 848	25 750	19 535	48 133	72 672
Saguenay, Québec									
Février r	8	26	34	4 199	234	1 476	499	2 209	6 408
Mars p	31	35	66	8 290	950	1 685	8 496	11 131	19 421
Cumulatif janv. - mars 2006	50	75	125	14 949	1 299	3 479	11 174	15 952	30 901
Cumulatif janv. - mars 2005	42	62	104	13 484	523	9 606	4 022	14 151	27 635
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Février r	42	1	43	6 685	0	2 241	3 530	5 771	12 456
Mars p	37	20	57	7 902	421	1 619	263	2 303	10 205
Cumulatif janv. - mars 2006	149	29	178	28 894	622	6 453	3 793	10 868	39 762
Cumulatif janv. - mars 2005	147	26	173	22 525	2 012	4 127	235	6 374	28 899
Saskatoon, Saskatchewan									
Février r	81	43	124	16 644	1 379	15 194	27	16 600	33 244
Mars p	53	104	157	15 566	1 207	3 289	21 303	25 799	41 365
Cumulatif janv. - mars 2006	225	150	375	44 812	3 831	28 823	33 726	66 380	111 192
Cumulatif janv. - mars 2005	221	88	309	35 479	13 982	21 028	4 840	39 850	75 329
Sherbrooke, Québec									
Février r	71	446	517	52 562	27	6 224	834	7 085	59 647
Mars p	62	85	147	18 546	1 086	5 886	2 329	9 301	27 847
Cumulatif janv. - mars 2006	186	538	724	79 725	2 613	12 445	3 328	18 386	98 111
Cumulatif janv. - mars 2005	168	121	289	38 585	1 725	7 935	1 300	10 960	49 545
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Février r	62	19	81	15 977	99	10 961	1 741	12 801	28 778
Mars p	71	52	123	28 175	4 437	9 934	1 186	15 557	43 732
Cumulatif janv. - mars 2006	192	120	312	66 039	4 966	30 306	3 259	38 531	104 570
Cumulatif janv. - mars 2005	206	126	332	59 301	3 046	34 211	14 167	51 424	110 725

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2006

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non-résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^r	132	15	147	23 668	6	15 477	80	15 563	39 231
Mars ^p	54	41	95	14 364	0	4 306	0	4 306	18 670
Cumulatif janv. - mars 2006	332	93	425	62 749	6	25 312	557	25 875	88 624
Cumulatif janv. - mars 2005	277	82	359	53 165	31 985	17 965	3 870	53 820	106 985
Thunder Bay, Ontario									
Février ^r	6	0	6	1 286	3 522	4 288	2 325	10 135	11 421
Mars ^p	6	0	6	1 392	73	746	783	1 602	2 994
Cumulatif janv. - mars 2006	20	3	23	5 080	5 455	7 150	3 481	16 086	21 166
Cumulatif janv. - mars 2005	2	42	44	4 197	5 019	12 632	17 123	34 774	38 971
Toronto, Ontario									
Février ^r	1 021	1 912	2 933	608 428	38 243	187 697	41 030	266 970	875 398
Mars ^p	814	1 249	2 063	423 172	37 585	204 480	34 758	276 823	699 995
Cumulatif janv. - mars 2006	3 197	5 203	8 400	1 710 094	132 656	519 458	106 467	758 581	2 468 675
Cumulatif janv. - mars 2005	3 652	5 864	9 516	1 822 290	191 656	644 589	305 393	1 141 638	2 963 928
Trois-Rivières, Québec									
Février ^r	18	63	81	8 061	1 400	11 735	1 332	14 467	22 528
Mars ^p	28	20	48	7 516	474	2 146	2 282	4 902	12 418
Cumulatif janv. - mars 2006	69	161	230	27 716	2 133	16 229	12 408	30 770	58 486
Cumulatif janv. - mars 2005	59	46	105	16 802	1 094	11 460	2 081	14 635	31 437
Vancouver, Colombie-Britannique									
Février ^r	536	905	1 441	269 800	9 839	99 873	57 537	167 249	437 049
Mars ^p	480	1 788	2 268	406 619	9 839	114 183	69 799	193 821	600 440
Cumulatif janv. - mars 2006	1 513	3 368	4 881	935 514	24 401	311 605	181 006	517 012	1 452 526
Cumulatif janv. - mars 2005	1 176	2 885	4 061	749 989	29 554	362 480	76 201	468 235	1 218 224
Victoria, Colombie-Britannique									
Février ^r	92	222	314	54 558	807	4 312	2 895	8 014	62 572
Mars ^p	111	90	201	44 809	4 821	10 845	941	16 607	61 416
Cumulatif janv. - mars 2006	323	350	673	137 560	5 855	27 542	6 026	39 423	176 983
Cumulatif janv. - mars 2005	290	439	729	125 537	5 631	21 979	13 826	41 436	166 973
Windsor, Ontario									
Février ^r	52	4	56	13 244	909	3 385	347	4 641	17 885
Mars ^p	66	69	135	21 063	4 380	6 794	1 123	12 297	33 360
Cumulatif janv. - mars 2006	188	238	426	93 896	6 258	11 775	48 901	66 934	160 830
Cumulatif janv. - mars 2005	266	119	385	62 778	4 090	26 336	11 795	42 221	104 999
Winnipeg, Manitoba									
Février ^r	146	83	229	37 445	1 049	15 920	13 827	30 796	68 241
Mars ^p	174	51	225	34 653	107	14 664	9 800	24 571	59 224
Cumulatif janv. - mars 2006	512	416	928	125 777	1 269	57 294	31 475	90 038	215 815
Cumulatif janv. - mars 2005	491	37	528	81 443	494	37 915	21 999	60 408	141 851

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
Nombre d'unités de logement							
Canada							
Février r	7 207	16	559	1 252	4 660	263	13 957
Mars p	10 828	32	1 074	2 182	6 829	561	21 506
Cumulatif janv. - mars 2006	24 920	65	2 384	4 889	14 680	1 253	48 191
Cumulatif janv. - mars 2005	23 320	72	2 792	4 904	13 362	1 033	45 483
Terre-Neuve-et-Labrador							
Février r	37	0	2	0	2	0	41
Mars p	54	1	8	0	12	3	78
Cumulatif janv. - mars 2006	142	1	26	4	18	5	196
Cumulatif janv. - mars 2005	146	0	18	0	20	4	188
Île-du-Prince-Édouard							
Février r	21	1	6	0	0	0	28
Mars p	51	0	4	0	0	1	56
Cumulatif janv. - mars 2006	82	1	10	0	32	1	126
Cumulatif janv. - mars 2005	63	3	2	3	7	0	78
Nouvelle-Écosse							
Février r	119	2	8	4	139	7	279
Mars p	277	5	24	10	280	6	602
Cumulatif janv. - mars 2006	520	9	36	20	461	19	1 065
Cumulatif janv. - mars 2005	408	5	13	34	136	13	609
Nouveau-Brunswick							
Février r	55	2	2	4	2	12	77
Mars p	179	4	53	14	74	10	334
Cumulatif janv. - mars 2006	288	7	55	19	80	32	481
Cumulatif janv. - mars 2005	256	17	18	0	56	7	354
Québec							
Février r	1 564	4	108	293	1 343	121	3 433
Mars p	2 505	9	251	283	1 758	124	4 930
Cumulatif janv. - mars 2006	4 833	18	433	766	3 647	456	10 153
Cumulatif janv. - mars 2005	5 344	25	774	179	3 993	459	10 774
Ontario							
Février r	1 758	7	161	479	1 602	104	4 111
Mars p	2 961	5	400	1 071	1 466	362	6 265
Cumulatif janv. - mars 2006	7 177	18	934	2 265	4 448	638	15 480
Cumulatif janv. - mars 2005	7 898	17	1 174	2 857	3 899	441	16 286
Manitoba							
Février r	179	0	0	2	117	0	298
Mars p	293	1	4	3	76	0	377
Cumulatif janv. - mars 2006	643	1	16	5	471	0	1 136
Cumulatif janv. - mars 2005	608	1	1	15	41	0	666
Saskatchewan							
Février r	121	0	8	0	33	2	164
Mars p	136	0	8	11	79	15	249
Cumulatif janv. - mars 2006	357	0	24	11	116	17	525
Cumulatif janv. - mars 2005	291	2	2	23	125	5	448
Alberta							
Février r	2 267	0	224	248	723	0	3 462
Mars p	2 897	3	263	216	1 188	6	4 573
Cumulatif janv. - mars 2006	7 340	4	725	622	2 226	9	10 926
Cumulatif janv. - mars 2005	5 446	2	627	618	1 738	15	8 446
Colombie-Britannique							
Février r	1 086	0	40	222	699	17	2 064
Mars p	1 462	4	59	568	1 896	34	4 023
Cumulatif janv. - mars 2006	3 521	6	125	1 171	3 181	75	8 079
Cumulatif janv. - mars 2005	2 842	0	163	1 157	3 347	89	7 598

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	Nombre d'unités de logement						
Territoire du Yukon							
Février ^r	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	5	0	0	0	0	0	5
Cumulatif janv. - mars 2006	8	0	0	0	0	1	9
Cumulatif janv. - mars 2005	6	0	0	0	0	0	6
Territoires du Nord-Ouest							
Février ^r	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	8	0	0	0	0	0	8
Cumulatif janv. - mars 2006	9	0	0	0	0	0	9
Cumulatif janv. - mars 2005	12	0	0	18	0	0	30
Nunavut							
Février ^r	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	0	0	0	6	0	0	6
Cumulatif janv. - mars 2006	0	0	0	6	0	0	6
Cumulatif janv. - mars 2005	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	Nombre d'unités de logement						
Abbotsford, Colombie-Britannique	36	0	0	0	0	0	36
Calgary, Alberta	1 163	0	79	138	745	0	2 125
Edmonton, Alberta	833	0	154	31	301	4	1 323
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	27	0	0	0	0	0	27
Halifax, Nouvelle-Écosse	112	0	14	6	172	4	308
Hamilton, Ontario	142	0	39	47	120	13	361
Kingston, Ontario	52	1	6	9	0	0	68
Kitchener, Ontario	183	0	23	27	79	289	601
London, Ontario	185	0	4	58	4	2	253
Montréal, Québec	929	0	81	96	948	66	2 120
Oshawa, Ontario	209	0	29	36	60	0	334
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	398	0	42	359	252	5	1 056
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	303	0	39	282	176	3	803
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	95	0	3	77	76	2	253
Québec, Québec	339	0	60	76	204	10	689
Regina, Saskatchewan	56	0	0	0	2	0	58
Saguenay, Québec	41	0	2	3	34	7	87
Saint John, Nouveau-Brunswick	35	0	4	14	2	0	55
Saskatoon, Saskatchewan	56	0	8	11	71	14	160
Sherbrooke, Québec	83	0	8	0	103	1	195
St. Catharines-Niagara, Ontario	83	0	5	15	40	0	143
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	42	0	8	0	10	2	62
Thunder Bay, Ontario	7	0	0	0	0	0	7
Toronto, Ontario	951	0	214	446	767	17	2 395
Trois-Rivières, Québec	38	0	0	0	24	3	65
Vancouver, Colombie-Britannique	539	0	16	334	1 391	22	2 302
Victoria, Colombie-Britannique	125	0	6	10	71	2	214
Windsor, Ontario	77	0	0	27	53	0	157
Winnipeg, Manitoba	182	0	4	3	44	0	233

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - mars 2006

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	Nombre d'unités de logement						
Abbotsford, Colombie-Britannique	92	0	0	4	202	0	298
Calgary, Alberta	3 052	0	283	308	1 158	0	4 801
Edmonton, Alberta	2 188	0	360	140	621	5	3 314
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	53	1	0	0	0	0	54
Halifax, Nouvelle-Écosse	216	1	14	12	313	10	566
Hamilton, Ontario	343	0	91	138	121	49	742
Kingston, Ontario	73	2	6	19	0	7	107
Kitchener, Ontario	423	0	43	133	147	298	1 044
London, Ontario	459	0	22	148	222	94	945
Montréal, Québec	2 004	0	166	347	1 855	283	4 655
Oshawa, Ontario	478	0	83	82	276	0	919
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	730	1	94	604	542	12	1 983
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	526	0	91	397	262	6	1 282
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	204	1	3	207	280	6	701
Québec, Québec	640	0	112	97	385	37	1 271
Regina, Saskatchewan	150	0	6	0	2	0	158
Saguenay, Québec	54	1	4	3	50	15	127
Saint John, Nouveau-Brunswick	65	0	4	15	6	4	94
Saskatoon, Saskatchewan	160	0	18	11	105	16	310
Sherbrooke, Québec	184	0	14	0	406	5	609
St. Catharines-Niagara, Ontario	175	0	14	51	40	7	287
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	121	0	26	4	16	2	169
Thunder Bay, Ontario	18	0	0	0	0	2	20
Toronto, Ontario	2 779	0	486	985	2 967	79	7 296
Trois-Rivières, Québec	68	0	0	38	64	14	184
Vancouver, Colombie-Britannique	1 430	0	42	799	1 975	52	4 298
Victoria, Colombie-Britannique	307	0	14	10	222	8	561
Windsor, Ontario	171	0	4	31	171	1	378
Winnipeg, Manitoba	413	0	16	5	395	0	829

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Canada					
Février r	2 333 731	232 281	756 245	401 869	3 724 126
Mars p	3 559 019	247 447	1 041 025	668 947	5 516 438
Cumulatif janv. - mars 2006	8 066 953	662 866	2 501 513	1 421 328	12 652 660
Cumulatif janv. - mars 2005	7 100 465	707 306	2 442 419	1 270 940	11 521 130
Terre-Neuve-et-Labrador					
Février r	7 556	12	7 216	249	15 033
Mars p	12 733	0	3 461	165	16 359
Cumulatif janv. - mars 2006	30 655	15	14 538	951	46 159
Cumulatif janv. - mars 2005	27 193	32 156	13 195	7 206	79 750
Île-du-Prince-Édouard					
Février r	3 268	33	589	0	3 890
Mars p	9 991	1 675	5 580	95	17 341
Cumulatif janv. - mars 2006	16 846	1 960	7 953	2 536	29 295
Cumulatif janv. - mars 2005	11 997	930	14 395	1 820	29 142
Nouvelle-Écosse					
Février r	39 855	10 151	13 661	781	64 448
Mars p	85 925	16 241	10 833	3 742	116 741
Cumulatif janv. - mars 2006	158 550	28 451	40 600	5 405	233 006
Cumulatif janv. - mars 2005	96 266	3 519	51 085	5 338	156 208
Nouveau-Brunswick					
Février r	9 419	787	10 114	13 802	34 122
Mars p	37 802	1 216	9 139	2 393	50 550
Cumulatif janv. - mars 2006	56 408	2 913	41 217	46 550	147 088
Cumulatif janv. - mars 2005	41 579	5 567	24 678	9 880	81 704
Québec					
Février r	502 534	51 413	105 776	127 323	787 046
Mars p	747 759	43 745	161 554	58 409	1 011 467
Cumulatif janv. - mars 2006	1 508 920	136 808	413 157	219 379	2 278 264
Cumulatif janv. - mars 2005	1 498 592	109 702	358 838	89 509	2 056 641
Ontario					
Février r	754 369	79 598	286 137	107 698	1 227 802
Mars p	1 103 831	117 740	387 435	239 138	1 848 144
Cumulatif janv. - mars 2006	2 802 899	300 047	883 604	507 012	4 493 562
Cumulatif janv. - mars 2005	2 784 779	301 020	925 920	631 323	4 643 042
Manitoba					
Février r	44 268	1 730	25 105	13 986	85 089
Mars p	55 461	1 396	26 401	13 214	96 472
Cumulatif janv. - mars 2006	150 060	3 756	69 948	35 088	258 852
Cumulatif janv. - mars 2005	98 968	7 252	43 283	24 747	174 250
Saskatchewan					
Février r	21 697	1 924	22 022	3 364	49 007
Mars p	30 765	1 537	16 465	21 340	70 107
Cumulatif janv. - mars 2006	70 085	5 896	52 934	49 446	178 361
Cumulatif janv. - mars 2005	55 448	17 348	65 558	25 933	164 287
Alberta					
Février r	520 229	58 234	165 359	53 720	797 542
Mars p	713 949	39 619	240 295	218 716	1 212 579
Cumulatif janv. - mars 2006	1 690 287	115 215	562 055	289 210	2 656 767
Cumulatif janv. - mars 2005	1 118 128	164 715	468 323	278 355	2 029 521
Colombie-Britannique					
Février r	430 378	28 399	120 047	80 896	659 720
Mars p	756 626	24 269	171 821	89 187	1 041 903
Cumulatif janv. - mars 2006	1 577 242	67 626	407 093	242 879	2 294 840
Cumulatif janv. - mars 2005	1 361 484	64 891	474 469	196 064	2 096 908

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Territoire du Yukon					
Février ^r	158	0	19	50	227
Mars ^p	801	0	240	22 507	23 548
Cumulatif janv. - mars 2006	1 533	20	288	22 695	24 536
Cumulatif janv. - mars 2005	1 454	196	566	637	2 853
Territoires du Nord-Ouest					
Février ^r	0	0	200	0	200
Mars ^p	1 866	8	163	41	2 078
Cumulatif janv. - mars 2006	1 958	158	488	177	2 781
Cumulatif janv. - mars 2005	4 574	10	1 707	128	6 419
Nunavut					
Février ^r	0	0	0	0	0
Mars ^p	1 510	1	7 638	0	9 149
Cumulatif janv. - mars 2006	1 510	1	7 638	0	9 149
Cumulatif janv. - mars 2005	3	0	402	0	405

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, mars 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford, Colombie-Britannique	6 191	2 536	4 836	0	13 563
Calgary, Alberta	336 094	6 552	76 587	174 770	594 003
Edmonton, Alberta	199 558	7 026	35 485	36 369	278 438
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	4 904	517	715	449	6 585
Halifax, Nouvelle-Écosse	44 801	7 126	4 800	278	57 005
Hamilton, Ontario	58 900	3 314	10 284	7 369	79 867
Kingston, Ontario	8 351	824	3 986	25 392	38 553
Kitchener, Ontario	74 162	5 128	18 236	770	98 296
London, Ontario	41 630	1 219	10 023	4 979	57 851
Montréal, Québec	357 605	19 269	82 371	27 805	487 050
Oshawa, Ontario	62 220	578	8 618	195	71 611
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	149 513	4 376	78 711	159 226	391 826
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	117 202	2 278	74 371	151 873	345 724
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	32 311	2 098	4 340	7 353	46 102
Québec, Québec	84 483	3 324	26 275	3 711	117 793
Regina, Saskatchewan	10 212	325	7 265	26	17 828
Saguenay, Québec	10 246	950	1 576	6 380	19 152
Saint John, Nouveau-Brunswick	7 583	421	1 619	263	9 886
Saskatoon, Saskatchewan	14 695	1 207	2 334	21 303	39 539
Sherbrooke, Québec	23 038	1 086	5 505	1 749	31 378
St. Catharines-Niagara, Ontario	31 079	4 692	9 149	853	45 773
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	10 370	0	3 107	0	13 477
Thunder Bay, Ontario	1 513	77	687	563	2 840
Toronto, Ontario	467 076	39 742	188 317	25 006	720 141
Trois-Rivières, Québec	9 187	474	2 007	1 714	13 382
Vancouver, Colombie-Britannique	422 518	9 839	109 326	69 799	611 482
Victoria, Colombie-Britannique	47 268	4 821	10 384	941	63 414
Windsor, Ontario	23 213	4 631	6 257	808	34 909
Winnipeg, Manitoba	34 627	107	14 937	9 800	59 471

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier - mars 2006

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non-résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford, Colombie-Britannique	33 204	15 451	4 943	335	53 933
Calgary, Alberta	754 041	14 614	198 112	218 032	1 184 799
Edmonton, Alberta	511 584	24 770	120 812	51 766	708 932
Greater Sudbury / Grand Sudbury, Ontario	9 796	805	2 001	1 463	14 065
Halifax, Nouvelle-Écosse	84 038	16 094	26 625	1 466	128 223
Hamilton, Ontario	129 768	14 061	34 624	33 312	211 765
Kingston, Ontario	14 079	1 273	9 783	25 815	50 950
Kitchener, Ontario	146 463	9 563	53 585	5 465	215 076
London, Ontario	131 996	2 125	32 484	24 091	190 696
Montréal, Québec	766 732	72 255	236 396	136 102	1 211 485
Oshawa, Ontario	166 013	2 172	13 403	15 311	196 899
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	271 272	6 289	130 494	179 189	587 244
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	193 803	4 191	121 269	166 730	485 993
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	77 469	2 098	9 225	12 459	101 251
Québec, Québec	160 135	14 206	61 731	26 986	263 058
Regina, Saskatchewan	25 984	1 188	15 809	9 392	52 373
Saguenay, Québec	14 865	1 299	2 895	7 415	26 474
Saint John, Nouveau-Brunswick	13 318	622	6 453	3 793	24 186
Saskatoon, Saskatchewan	33 694	3 831	21 850	33 726	93 101
Sherbrooke, Québec	65 415	2 613	10 228	2 426	80 682
St. Catharines-Niagara, Ontario	57 885	5 289	23 515	2 734	89 423
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	26 667	6	11 963	557	39 193
Thunder Bay, Ontario	4 143	5 406	5 282	3 012	17 843
Toronto, Ontario	1 410 326	140 986	412 140	89 972	2 053 424
Trois-Rivières, Québec	22 994	2 133	12 344	5 378	42 849
Vancouver, Colombie-Britannique	861 769	24 401	260 366	181 006	1 327 542
Victoria, Colombie-Britannique	123 260	5 855	23 499	6 026	158 640
Windsor, Ontario	75 212	6 586	9 835	43 949	135 582
Winnipeg, Manitoba	106 463	1 269	45 803	31 475	185 010

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, mars 2006

	Canada	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	1 957 419	3 626	7 350	30 816	12 748	263 708	744 313
Industriel	247 447	0	1 675	16 241	1 216	43 745	117 740
Usines, fabriques	134 021	0	275	9 937	480	23 002	58 017
Transports, services	36 034	0	1 350	5 694	0	4 565	17 838
Mines et agriculture	34 077	0	0	0	0	6 157	21 778
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	43 315	0	50	610	736	10 021	20 107
Commercial	1 041 025	3 461	5 580	10 833	9 139	161 554	387 435
Commerces et services	364 927	0	290	3 191	4 279	63 558	126 787
Entrepôts	116 058	259	2 800	260	0	12 144	21 884
Postes d'essence	17 946	500	0	0	520	4 485	6 999
Édifices à bureaux	202 673	0	850	1 597	280	27 753	98 488
Loisirs	99 469	0	750	0	0	13 626	39 386
Hôtels, restaurants	71 809	1 332	275	450	0	6 966	32 820
Laboratoires	6 520	0	0	0	0	750	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	161 623	1 370	615	5 335	4 060	32 272	61 071
Institutionnel et gouvernemental	668 947	165	95	3 742	2 393	58 409	239 138
Écoles, éducation	167 285	0	0	1 702	1 234	17 352	32 741
Hôpitaux, médical	361 603	0	0	1 161	260	7 665	140 005
Bien-être, foyers	60 821	0	0	0	0	19 826	15 184
Églises, religion	11 458	0	0	0	0	0	6 825
Bureaux gouvernementaux	42 685	0	0	0	0	8 669	32 182
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	25 095	165	95	879	899	4 897	12 201
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Territoire du Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
milliers de dollars							
Non résidentiel, total	41 011	39 342	498 630	285 277	22 747	212	7 639
Industriel	1 396	1 537	39 619	24 269	0	8	1
Usines, fabriques	0	300	28 368	13 642	0	0	0
Transports, services	0	0	4 700	1 887	0	0	0
Mines et agriculture	1 100	321	1 600	3 121	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	296	916	4 951	5 619	0	8	1
Commercial	26 401	16 465	240 295	171 821	240	163	7 638
Commerces et services	10 406	3 649	95 743	57 024	0	0	0
Entrepôts	971	1 945	31 771	44 024	0	0	0
Postes d'essence	1 100	1 500	2 507	335	0	0	0
Édifices à bureaux	7 165	5 945	35 360	25 235	0	0	0
Loisirs	300	0	36 471	8 936	0	0	0
Hôtels, restaurants	1 650	400	7 932	12 384	0	0	7 600
Laboratoires	0	0	5 200	570	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	4 809	3 026	25 311	23 313	240	163	38
Institutionnel et gouvernemental	13 214	21 340	218 716	89 187	22 507	41	0
Écoles, éducation	8 123	21 162	32 714	29 757	22 500	0	0
Hôpitaux, médical	3 484	0	176 066	32 962	0	0	0
Bien-être, foyers	0	0	5 450	20 361	0	0	0
Églises, religion	250	0	384	3 999	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	757	0	1 077	0	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	600	178	3 025	2 108	7	41	0

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Description - Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2 380 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (no 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle . Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle . Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale . Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale . Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale . Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile . Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet . Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée . Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée . Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements . Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation . Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2001. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2001 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2001. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standard ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2001. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2005, plus de 99% des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-4646 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008, 026-0010, 026-0015.

Appendice I

Abréviations géographiques

A.R.	Agglomération de recensement
BOR	Borough
C	City
C.A.	Census Agglomeration
CC	Chartered Community
CDR	Census Division Remainder
CM	County (Municipality)
C.M.A.	Census Metropolitan Area
COM	Community
CR	County Remainder
CT	Canton
CU	Cantons-Unis
DM	District (Municipality)
HAM	Hamlet
ID	Improvement District
IGD	Indian Government District
LGD	Local Government District
LOT	Lot and Royalty
M	Municipalité
MD	Municipal District
NH	Northern Hamlet
NT	Northern Town
NV	Northern Village
N.W.T.	NorthWest Territories
P	Paroisse
PAR	Parish
PD	Planning District
PDR	Planning District Remainder
RCR	Rural County Remainder
RGM	Regional Municipality
R.M.R.	Région métropolitaine de recensement
RDR	Regional District Remainder
RM	Rural Municipality
RV	Resort Village
SA	Special Area
S-E	Indian Settlement/Établissement indien
SCM	Subdivision of County Municipality
SD	Sans désignation
SET	Settlement
SM	Specialize Municipality
SRD	Subdivision of Regional District
SUN	Subdivision of Unorganized District
SV	Summer Village

T	Town
T.N.O.	Territoires du Nord-Ouest
TP	Township
UCR	Urban County Remainder
UNO	Unorganized/Non organisé
V	Ville
VC	Village Cri
VL	Village
VN	Village Nordique